



Les arguments de nos adversaires - les mauvais et les pires

1. Les mauvais

Les arguments de nos adversaires sont de deux genres:

- les arguments "bisounours", naïfs, facilement démontés, mais que la presse adore, et
- l'Argument économique, avec un grand A: Schengen.

Commençons par le plus simple, les bisounours

Sécurité

L'Union européenne veut améliorer la sécurité en Europe et en Suisse. Cette nouvelle réglementation est un plus sur le plan de la sécurité. Selon le commandant de la police neuchâteloise, Pascal Lüthi. "cette restriction sur les armes est tout à fait raisonnable, vu l'enjeu". "C'est une mesure qui a sa logique dans un milieu où on a affaire à des armes assez dangereuses," a-t-il récemment estimé, sur les ondes de la RTS.

La loi (suisse) issue de la directive de l'Union européenne (UE) veut officiellement lutter contre le terrorisme. Mais elle ne s'attaque qu'aux propriétaires légitimes d'armes.

Cet argument sécuritaire est carrément insultant pour toutes les citoyennes et tous les citoyens suisses qui possèdent une arme.

Vous n'avez pas d'arme ? C'est votre problème, mais ne venez pas me traiter de terroriste, juste parce que j'en possède une.

Suicide

Il est vrai qu'en Suisse, on se suicide volontiers avec une arme. Encore que... selon la statistique, la corde reste privilégiée, suivie de près par le train (et cette méthode de suicide est vraiment criminelle: pensez à la vie quasiment détruite du conducteur de train qui a roulé sur le suicidé). Et en plus, on ne compte même plus, en Suisse, le nombre de suicides assistés par des entreprises lucratives (Exit, Dignitas).

La Suisse est classée en 82e position sur la liste du taux de suicides par pays, la France est 17e, l'Autriche 19e. Le Japon, que nous citons volontiers en comparaison, car les armes sont interdites dans ce pays est 26e.

En réalité, le suicide en Suisse ne représente pas un problème réel et ceux qui se servent de cet argument sont des opportunistes assez méprisables (ce sont souvent les mêmes qui se font les champions du suicide assisté !).

Meurtre conjugal

Encore un fantasme de gauche, J'ai souvenir d'avoir eu un problème, dans les années 60, pour obtenir un permis d'acquisition d'arme. Les dernier délivré à Lausanne avait été pour un 6,35 utilisé par une femme pour tuer son mari infidèle.

Mais aujourd'hui on nous explique que 'Helvétè mâle a tendance à occire sa femme (c'est toujours l'homme qui tue). Cela dit, quelles est la réalité ? A part les titres de la presse, quand un étranger (ou un Suisse récent) tue sa femme pour préserver son honneur, pas grand-chose.

Mais les égéries socialistes ne cessent de crier leur peur du mâle tueur qu'elles épousent.

Un conseil: restez vierges !

Criminalité

Tout le monde s'accorde pour convenir que la criminalité ne pose pas de réel problème en Suisse... sauf quand on y est directement confronté.

La criminalité n'existe pas mais, quand elle existe, il faut la laisser tranquille. Si on n'en parle pas du tout, elle n'existera pas du tout.

La police nous le dit: en cas de confrontation avec des criminels, ne résistez pas, faites tout ce que les méchants veulent. Donnez-leur votre argent, votre femme, votre fille. C'est ns tous les dépliant de police, dan ce pays où la criminalité n'existe pas.

Bon... et si je ne veux pas ? Et si je ne suis pas lâche au point de laisser un animal humain abuser de ma femme ou de ma fille ?

Selon les bisounours, je suis alors un dangereux "activiste" sans respect pour les droits d'autrui. Les miens, ceux de ma famille, bien sûr, n'entrent pas en ligne de compte.

Je reste persuadé, comme le dit d'ailleurs la loi, que c'est mon droit - et même mon devoir - de protéger ma vie et celles des gens qui m'entourent.



Terrorisme

Risque nul, nous dit-on d'un côté, risque réel selon (presque) les mêmes sources.

Si terrorisme il doit y avoir en Suisse (et pourquoi serions nous épargnés, à moins d'être complices ?), terrorisme il y aura. La question n'est pas de savoir si nous devons subir un attentat, mais quand.

Lorsque les kalachnikovs parleront dans un rassemblement populaire, qui faudra-t-il poursuivre ? Le jeune égaré qui a perdu ses repères et qui s'est laissé radicaliser (mot très à la mode) ou le citoyen qui aura répliqué avec une arme légale et légitime... et qui aura sans aucun doute sauvé des vies (tous les rapports sur l'attentat du Bataclan, à Paris en décembre 2017, montrent que quelques personnes armées auraient pu interrompre le carnage et sauver des dizaines de vies) ?

Non... tous ces arguments bisounours ne tiennent décidément pas la route.

Schengen, la politique et le pognon, c'est là que se situe le débat. Nous y reviendrons. Ce sera l'article sur les pires...

2. Les pires (à suivre)

F.A.L. 31 janvier 2019

Ce qui nous attend

Une importante opération judiciaire a été menée, mardi 22 et mercredi 23 janvier 2019 par les parquets de Rouen et de Dieppe, en France. Elle visait à contrôler la situation de détenteurs d'armes de catégorie B comme des revolvers ou des fusils. C'est à l'origine la préfecture de Seine-Maritime qui a signalé la situation de plusieurs détenteurs d'armes dont les autorisations étaient périmées et pour lesquelles aucune demande de renouvellement n'avait été formulée.

L'opération a mobilisé 65 gendarmes, avec l'aide d'une équipe cynophile et des services de déminage. Au total, près de 60 situations ont été traitées : 48 armes de catégorie B ont été saisies, dont 20 pour n'avoir jamais fait l'objet de déclarations. Des munitions en grande quantité ont également été saisies par les forces de l'ordre.

À l'issue de cette opération, une personne a été placée en garde à vue et 19 autres ont été entendues sous le régime de l'audition libre.

Il s'agissait de collectionneurs connus des autorités, jugés dangereux, non pour leurs liens éventuels avec le banditisme ou le terrorisme, mais parce qu'ils s'étaient soustraits au contrôle que doit conserver le pouvoir sur la populace. Des personnes jugées dangereuses, juste parce qu'elles possédaient des armes et non parce qu'elles planifiaient quoi que ce soit d'illégal.

Et c'est ce régime que la nouvelle loi sur les armes inspirée par la directive européenne va - à terme - introduire en Suisse. En effet, les tireurs et les collectionneurs devront, tous les 5 ans montrer patte blanche, avec une déclaration de tir pour les uns, un relevé de leur collection pour les autres. S'ils s'y dérobent (parce qu'ils ont été malades, absents ou simplement oublieux) On pourra leur envoyer 65 gendarmes et les chiens, pour les remettre à l'ordre et saisir leurs armes sans le moindre dédommagement. Et si une arme attire particulièrement l'attention des forces du pouvoir, paf ! ... garde à vue. Scrogneugneu, faut montrer à Bruxelles qu'on ne plaisante pas avec ces dangereux individus.

Terroriste et criminels ? Une autre fois: eux ils sont réellement dangereux, alors...

Voilà ce que Berne, la gauche et la droite des affaires (PLR, PC, PBD) veut nous imposer.

Demain, les lendemains qui chantent...

Nous dirons NON, Le 19 mai !

F.A.L. 30 janvier 2019



Les arguments de nos adversaires - les mauvais et les pires

2. Les pires

Les pires, car ils ne sont pas le fait de gens mal informés ou crédules, mais de personnes parfaitement au courant des conséquences de leurs actes. Des personnes qui sont prêtes à mentir, à l'échelon du gouvernement comme de l'économie pour faire avancer leur projets personnels.

Des projets qui tournent autour de Schengen, de a politique et du pognon.

Au niveau du Conseil fédéral d'abord, on a affaire à deux types de raisonnements. Celui des euro-turbos, Simonetta Sommaruga et Alain Berset, qui sont membres du nomos, l'organisation qui milite pour notre adhésion à l'UE. Pour eux, tout ce qui fait plaisir à Bruxelles nous rapproche du jour où nous entrerons enfin dans l'Union et comme dans la chanson de Gilles sur la Venoge, nous nous fondrons enfin dans le bleu de l'Europe.

Pour la plupart des autres membres du gouvernement, c'est le marché qui compte. Le marché de la globalisation, où les individus ne sont que des travailleurs à exploiter au mieux (pour leur propre bien, bien sûr) ou des consommateurs, à gaver de nouveaux produits (dont la durée de vie ne cesse de diminuer, pour nous inciter à nous "mettre à jour"), des consommateurs à pousser si possible vers un endettement qui les asservit .

Ce que veulent le grandes entreprises, ce n'est pas la prospérité de la Suisse, c'est leur prospérité à elles. Comme l'Allemagne a encouragé une immigration sans limite ni contrôle pour se procurer une main d'œuvre bon marché et docile (euh...), nos grands marchands veulent une main d'œuvre moins chère qu'elle ne l'est aujourd'hui, si possible une main d'œuvre captive, d'où l'encouragement général à l'endettement. Ainsi, ils espèrent prendre un contrôle vraiment total de l'économie.

C'est pour cela qu'ils n'hésitent pas à mentir en nous assurant que la souveraineté suisse n'y perdrait rien, que les mesures d'accompagnements survivraient à un accord-cadre, que rien ne change réellement dans la loi sur les armes (!).

Les mensonges les plus souvent lus et entendus:

- Mais non, la loi ne change rien pour les propriétaires d'armes.
- Mais oui, c'est un bon compromis.
- Mais non, les adaptations ne sont que mineures et sans conséquence réelle.
- Et puis attention ! Si le référendum passe la Suisse - donc les citoyens suisses - perdra des milliards, selon l'étude très fiable du Conseil fédéral.

Si la loi ne change rien, pourquoi la changer ? Parce qu'il faut faire quelques adaptations mineures, et qu'il s'agit d'un bon compromis pour assurer une meilleure sécurité ? cet argument de la sécurité est d'ailleurs systématiquement repris par economiesuisse, c'est-à-dire par des gens qui s'en fichent complètement.

Et tout cet argent que la Suisse... non que les Suisses perdront. Personne n'a vraiment vu la fameuse étude du Conseil fédéral. Et pour cause, elle avance des chiffres totalement fantaisistes, mais repris tels quels par les marchands.

Le gain sécuritaire de Schengen est estimé à 500 millions. Pourtant, ce gain sécuritaire me semble plutôt négatifs, avec le libre accès des criminels étrangers, qui entrent de plus en plus nombreux en Suisse, pour voler et casser. La population suisse ne s'attendait sans doute pas à ce bienfait de la libre circulation des personnes.

Schengen rapporte à l'économie suisse 530 millions de francs de recettes supplémentaires par an. Chacun a pu remarquer que les impôts les primes maladie et les prix ont baissé, grâce à ce demi milliard qui tombe dans nos caisses depuis une dizaine d'années et auquel s'ajoute ce demi milliard sécuritaire. En tout un bon milliard dont nous profitons tous les jours !

Quant l'accord de Dublin (sur les réfugiés), cela coûterait à la Suisse 1 milliard par an, si le référendum le faisait sauter.

Wouah ! De quoi avoir peur, quand on pense à ce milliard qu'on perdrait d'un côté et à cet autre milliard qu'il faudrait déboursier !

On nous dit que le tourisme pâtirait, car les étrangers ne viendraient plus en Suisse avec un simple passeport Schengen. Pourquoi ? Rien n'empêcherait Berne de reconnaître un tel visa pour ces chers touristes, de même que tous nos travailleurs frontaliers seraient sûrement toujours accueillis, malgré la nouvelle fermeture des frontières. Et d'ailleurs la fameuse étude fantôme du Conseil fédéral ne s'est pas intéressée à ces frontaliers. Ces nouveaux chômeurs couteraient combien à la France et à l'Italie ? Nul doute que Paris et Rome trouveraient un moyen de nous convaincre de les laisser passer... même sans visa.

Mais ces chiffres tombés du ciel (non, du palais fédéral) sont martelés et le seront jusqu'au 19 mai par ces marchands qui peuvent y consacrer les millions qu'ils ne veulent pas verser à leurs employés, mais à leurs actionnaires. Ce sont exactement les arguments développés par exemple par Jan Atteslander, membre de la direction d'economiesuisse (qui n'a plus de suisse que le nom). Jan Atteslander qui est par ailleurs favorable sans restriction à l'accord-cadre, qu'importe la menace sur les salaires suisses.

Si nous perdons ce référendum, nous perdrons ensuite sur l'accord-cadre et la Suisse libre n'aura plus grande raison d'exister. En effet, nous serons alors entrés dans l'ère de la globalisation. Une grande époque dans laquelle l'homme libre n'a aucune place, remplacé par le consommateur-serviteur des marchands.